



MALAISE DANS LA CULTURE

France ■ Grand emprunt, la grande illusion ■ **Territoires** ■ Hanovre, ville verte et durable ■

Histoire ■ Le Festival d'Avignon ■ **Portrait** ■ Anne Gagniard



29^e rencontres d'Avignon pour la Culture

Parti Socialiste -
Secrétariat national à la Culture
en partenariat avec Le Laboratoire
des idées et le Forum des territoires -
Fédération des Elus socialistes
et républicains

Samedi 18 juillet 2009

Cette rencontre fait suite à la journée
de formation du 17 juillet organisée
par le Centre Condorcet, en partenariat
avec la FNESR

● **Matinée - 9 H 30 – 13 H 00**

Université d'Avignon Pays de Vaucluse, rue Louis Pasteur

Débat : animé par Sylvie Robert, Secrétaire nationale à la Culture
Culture et politique : entre ignorance et avis de tempête ?

Intervenants : Joël Roman, Editeur, Membre du comité de rédaction de la Revue Esprit ; Robert Cantarella, Metteur en scène,
co-directeur du 104 ; Un artiste présent sur le festival ; Lucile Schmid, Conseillère régionale, Vice-Présidente du Laboratoire
des idées, et d'autres représentants du Parti

● **Après-midi - 15 H 00 – 17 H 00**

ISTS (Institut des Sciences et Techniques du Spectacle) – Cloître Saint Louis, rue du Portail Broquier

Débat animé par Claudy Lebreton, Président de la FNESR

Deux ans de sarkozysme dans la culture : quel bilan ? Comment réagir ? Intervenants : Marilyse Lebranchu, Députée,
Responsable du Forum des Territoires ; Hélène Breton, Vice-Présidente de la région Midi-Pyrénées chargée de la culture,
Présidente de la commission culture de l'ARF et d'autres élus
du Parti.

● **17 H 00 – Conclusion : Martine Aubry, Première secrétaire**

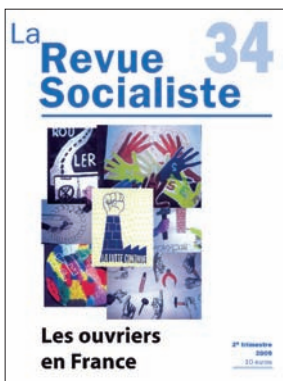
La Revue socialiste fait sa mue.

Présentation modernisée, maquette
enrichie, équipe renouvelée. Une
nouvelle formule pour que la *Revue*
soit, plus que jamais, un lieu de
débat et de rencontre.

Autre nouveauté, le site

www.revuesocialiste.fr, qui per-
mettra à chacun de prendre
connaissance des articles publiés.

Contactez Nathalie Mauroy :
01 45 56 76 38



agenda du Parti

Mardi 7 juillet

Séminaire de la direction du
Parti

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrivez à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Laurence Girard

● DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon ● RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) ● RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32). ● SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Élisabeth Philippe (76.27) ● MAQUETTE : Florence Rousselot (79.44) et Florent Chagnon (77.16)

● PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) ● SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) ● COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) ● ABONNEMENT : Sabine Sebah (78.57)

● FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé ● ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223)

● ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 205 000 exemplaires.

La culture, composante essentielle du projet politique



Sylvie Robert
secrétaire nationale en
charge de la Culture

La période de crise que nous vivons nous incite à être imaginatifs. Les profonds bouleversements en cours peuvent modifier l'organisation de notre vie collective et démocratique. La préservation de l'espace public qu'est la culture, l'affirmation de la culture comme fabrique de citoyens libres et émancipés, comme « la capacité de vibrer avec l'altérité » nous incitent à adapter nos modèles à l'évolution de notre société. Il y a urgence et l'enjeu est de taille. Le PS a donc cette responsabilité de reconstituer un corpus de pensée sur les questions culturelles contemporaines et plus que cela, il lui faut retisser les liens avec un monde qu'il a parfois délaissé, en dépit de l'action souvent remarquable menée par ses élus au plan local. Considérer que l'art et la culture doivent être une composante essentielle du projet politique, c'est forcément les inscrire au cœur de la vie de chacune et de chacun, c'est forcément travailler avec les autres secteurs de l'action publique.

Nous avons souhaité cet hebdo « spécial culture » car il était important de mêler réflexions, témoignages, expériences à travers des paroles d'artistes, d'intellectuels, de professionnels de la culture mais aussi d'élus... Nous sommes lucides mais confiants sur notre capacité collective à remettre ce chantier en mouvement pour nourrir notre projet. Dans un monde de vitesse et d'images qui informent mais aussi manipulent et contrôlent, le temps de la pensée devient essentiel. La contribution de tous sera nécessaire comme sera nécessaire notre volonté politique d'innover, d'expérimenter, d'échanger, d'écouter... osons le mot, de faire encore rêver !

■ sommaire

France

Le grand emprunt : une illusion.	
Interview de Didier Migaud	p. 6
Des vacances pour tous	p. 7
Élysée : un budget opaque	p. 8

Dossier

Culture et dépendance	p. 10 à 27
-----------------------	------------

Territoires

Hanovre, modèle vert	p. 28
----------------------	-------

Histoire

Le Festival d'Avignon	p. 32
-----------------------	-------

Portrait

Anne Gagniard	p. 36
---------------	-------

Le chiffre

Le chômage a augmenté de 18% sur un an, après une nouvelle hausse de 36 400 demandeurs d'emploi en mai. Ce qui porte à 3,6 millions le nombre d'inscrits au Pôle emploi. Par ailleurs, les radiations administratives se sont accrues de 8,8% sur le seul dernier mois, ce qui est particulièrement inquiétant.

18 %**Éducation****Menaces sur les assistants de vie scolaire**

Les contrats à durée déterminée de quelque 5000 assistants de vie scolaire (AVS) arrivent à terme d'ici quelques semaines, mais le gouvernement reste silencieux. Inquiets pour leur avenir, ces personnels le sont aussi pour les enfants en situation de handicap dont ils s'occupent. Pour les socialistes, « ces menaces constituent un contresens social et politique ». Car « le rôle des AVS est primordial pour l'égalité d'accès à l'éducation et à la formation en milieu ordinaire, et donc pour la lutte contre la discrimination ». Ces suppressions de postes viendraient s'ajouter aux 30 000 postes d'emplois aidés dans l'éducation non renouvelés à la rentrée 2009.

duit un manque de considération alors que les Antilles subissent une grave crise économique et sociale. Toutefois, le Président a dit son intention de consulter les Martiniquais, à la demande quasi unanime des élus du congrès de la Martinique, d'enclencher le processus d'évolution statutaire. Une annonce à laquelle est attentif le PS qui « rappelle sa position de principe, favorable à l'autonomie des régions d'Outre-Mer qui le souhaiteraient et respectueuse des autres aspirations comme à la Réunion ».


**Motion de censure
Contre un
durcissement**

Le Bureau national du 30 juin a décidé du dépôt d'une motion de censure, pour que le Premier « s'explique sur la politique du gouvernement et la façon dont il va répondre à l'aggravation de

la crise ». Jean-Marc Ayrault, président du groupe, a souligné « la nécessité d'éclairer l'opinion sur la réalité de cette politique. (...) C'est quand même extraordinaire de lire des commentaires sur les habits neufs du Président, la nouvelle ère de Sarkozy... Mais quand on regarde la réalité de la politique économique et sociale, c'est une aggravation, c'est un durcissement ».

Culture**Hadopi 2, une loi pour rien**

Le nouveau projet de loi Hadopi est inconstitutionnel, comme sa première version. C'est ce qu'affirme le Conseil d'État. Car elle propose de confier le pouvoir de suspension d'un accès Internet à un juge, chez qui arrivera « un dossier tout ficelé de l'Hadopi », avec la notification de la décision de coupure, rapporte le quotidien La Tribune. Le juge aurait donc pour seul rôle de mettre en œuvre la décision de la Haute autorité. Et une étude d'impact du gouvernement souligne que chaque cas sera traité en « 45 minutes chrono, dont cinq minutes pour le juge tranchant l'affaire ». Le rapporteur du Conseil d'État s'inquiète du manque de garanties quant à la séparation des pouvoirs entre juge et autorité privée.

Page réalisée par Fanny Costes

Outre-Mer**Visite éclair de Sarkozy**

Nicolas Sarkozy s'est rendu le 26 juin en Martinique avant un passage éclair aux états généraux de l'Outre-Mer, le 27 juin, en Guadeloupe. Une visite en coup de vent qui tra-



L'image de la semaine

Les Américains quittent l'Irak

Six ans après le déclenchement de la guerre en Irak, les forces militaires américaines ont quitté les villes et agglomérations du pays le 30 juin. Désormais, ce sont les 500 000 policiers et 250 000 militaires irakiens qui assureront la sécurité urbaine, les Américains conservant jusqu'en 2011 un rôle d'appui et de formation. Promesse de campagne de Barack Obama, ce retrait a été accueilli dans la liesse par la population. Le gouvernement irakien a même décrété un jour férié pour l'occasion. Le conflit a tué plus de 100 000 Irakiens, selon les chiffres officiels.

« Cet emprunt n'est qu'une grande opération de communication »



Que pensez-vous de l'idée d'un grand emprunt ?

La France emprunte beaucoup et chaque jour sur les marchés financiers. La question qui se pose est donc celle des modalités de financement du déficit. Est-ce plus efficace, plus juste et moins coûteux de financer nos déficits par un emprunt souscrit auprès du grand public ? La réponse est non. Les Français, qui semblent douter de l'opportunité de cet emprunt, l'ont bien compris. Car il faut communiquer pour vanter ce placement, payer des frais aux intermédiaires et majorer le taux d'intérêt servi aux épargnants.

Mais pour Nicolas Sarkozy l'essentiel semble ailleurs. Il veut faire de cet emprunt une grande opération de communication à son profit et gagner

À l'occasion de son discours devant le Congrès, le 22 juin à Versailles, le Président a annoncé le lancement d'un débat sur un grand emprunt lancé par l'État. La raison officielle : financer des dépenses d'avenir et préparer l'après-crise. Mais pour **Didier Migaud**, président socialiste de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, un grand emprunt ne fera qu'accroître la dette et bénéficiera aux plus aisés.

du temps pour retarder le moment où la facture de la dette sera présentée aux Français, après 2012.

Le déficit de la France ne cesse de se creuser depuis 2007. Un grand emprunt ne viendrait-il pas l'accroître ? Ou est-ce un investissement sur l'avenir ?

Il y a des ambiguïtés sur cet emprunt. Servira-t-il à emprunter plus pour dépenser plus (après que Nicolas Sarkozy nous a expliqué qu'il voulait réduire la dépense publique...) ou bien à couvrir une partie des déficits sans augmenter les dépenses ? Quant au fait de savoir si les dépenses ainsi financées seront d'investissement ou pas, c'est une question impossible à trancher pour l'État en raison de sa spécificité : le salaire d'un enseignant qui forme les générations futures et augmente le niveau de qualification, est-ce du fonctionnement ou de l'investissement ?

Cet emprunt est-il un moyen de solliciter les Français les plus aisés ?

C'est surtout le moyen de permettre à ceux qui en ont les moyens de faire un placement garanti et très rémunérateur aux frais du contribuable ! C'est le choix de ne pas faire supporter aux plus aisés – ceux qui bénéficient du paquet fiscal notamment – les efforts rendus nécessaires par l'explosion de la dette publique. C'est aussi un choix très archaïque que la droite, depuis Pinay, a fait à chaque période mouvementée. En 2000, Laurent Fabius a créé l'Agence France Trésor pour améliorer l'efficacité de la gestion de notre dette et réduire son coût pour les Français. C'est cet outil qu'il faut utiliser plutôt que monter un coup de communication qui n'est pas responsable pour nos comptes publics.

**Propos recueillis par
Fanny Costes**

Des vacances pour tous

Les députés PS, **Régis Juanico** en tête, veulent créer une aide au départ en vacances pour les millions de jeunes qui en sont privés. L'UMP n'en veut pas.



« **A**rticle 1^{er} - Il est créé une aide au départ aux vacances attribuée aux familles pour rendre effectif le droit aux vacances des enfants et adolescents mineurs de 4 à 17 ans. » Cette proposition de loi qui tente de compléter la loi de 1998 contre l'exclusion, n'a toujours pas été examinée par l'Assemblée nationale. Elle a pourtant été déposée en juillet 2008 par le député de la Loire Régis Juanico et signée par l'ensemble des députés socialistes. « Elle concerne 3 millions d'enfants et d'adolescents exclus des vacances », indique son auteur.

Le dispositif coûterait au total 600 millions d'euros. D'un montant d'environ 200 euros, cette aide viendrait compléter les dispositifs existants afin de favoriser les séjours collectifs. « C'est à l'État d'instaurer une aide financière, ciblée, versée sous condition de ressources et modulée en

fonction du revenu des familles. Elle est aujourd'hui plus nécessaire que jamais avec la crise qui aggrave les inégalités sociales. Or en 2008 déjà, 70% des ouvriers ne partaient pas en vacances », poursuit Régis Juanico.

Niche parlementaire

Cette initiative a vu le jour lors de la campagne législative de 2007. « Je m'étais engagé à déposer une proposition de loi pour aider les enfants et les jeunes à partir en vacances », explique le député qui s'est inspiré d'une plate-forme réunissant 61 organisations autour du réseau de la « Jeunesse en plein air », des syndicats enseignants, étudiants et lycéens, ainsi que les parents d'élèves de la FCPE, entre autres. Après avoir tenté de réintroduire le débat sur les vacances, il y a deux semaines, via un amende-

ment qui a été repoussé par la majorité, Régis Juanico vient d'inviter tous les parlementaires à une demi-journée d'échanges sur le sujet, le 9 juillet prochain. « Nous prévoyons de déposer à nouveau notre proposition de loi lors de la niche parlementaire réservée aux députés socialistes, à l'automne prochain, prévient-il. Cette fois-ci, il faudra bien que l'Assemblée en débattenne ! »

Olivier Vilain



Le chômage augmente, les privations aussi

Les professionnels du tourisme interrogés par l'Agence Nationale pour les Chèques Vacances (Etude sur les publics non-partants en vacances, ANCV / BVA, 09/06/09) estiment que le nombre de personnes se privant de vacances devrait augmenter ces prochaines années en raison de la perte de pouvoir d'achat, de l'augmentation de la précarité et de travailleurs pauvres. Déjà, en 2008, 42% des Français ne sont pas partis, soit une progression de 10 points en trois ans. Chez les ouvriers, le taux de non-départ enregistre une hausse de 20 points.

Budget de l'Élysée : luxe,

En 2007, Roger Karoutchi, alors secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement promettait que l'ère Sarkozy à l'Élysée serait celle de la transparence et de la maîtrise des dépenses. Deux ans après, qu'en est-il vraiment ? Le point avec René Dosière, député socialiste spécialiste de la question.



République. » Faites ce que je dis, pas ce que je fais...

Sans limites

Augmentation des dépenses, certes, mais au moins la transparence est au rendez-vous pourrait-on concéder. Rien n'est moins vrai pour René Dosière. « On nous avait dit que le rapport ne ferait pas trois pages, il en fait finalement cinq. La belle affaire ! Avant 2008, nous avions peu d'explications sur un budget de 30 millions d'euros, main-

tenant nous en avons très peu sur 113 millions. Pas sûr que nous ayons gagné au change. » Dans son souci de « transparence », Nicolas Sarkozy avait souhaité que toutes les dépenses jusqu'ici payées par les ministères au nom des activités du Président soient mentionnées dans le budget de l'Élysée, dorénavant voté par le Parlement.

« D'ailleurs, ça commence bien, les dépenses exécutées sont supérieures aux crédits votés (113,18 millions contre

8 L'omniprésidence de Nicolas Sarkozy a un coût, et pas des moindres. En 2008, le budget du « Château » a augmenté d'environ 18 % par rapport à l'année précédente, d'après les calculs du député PS René Dosière. Une augmentation encore plus impressionnante si on la compare à l'augmentation du budget global de l'État qui tourne autour des 2,6 %. « Ces chiffres prennent toute leur mesure au lendemain du discours de Nicolas Sarkozy devant le Congrès à Versailles, souligne René Dosière.

Il demande à chacun de faire attention aux dépenses. Les restrictions budgétaires imposées aux administrations de l'État et que chaque fonctionnaire constate dans son travail quotidien, ne s'appliquent donc pas aux services de la présidence de la

Les ministères ne connaissent pas la crise

Après s'être attaqué à la transparence du budget de l'Élysée, René Dosière a voulu en savoir plus sur les frais de fonctionnement des ministères. Neuf mois se sont écoulés entre sa requête et les premiers éléments de réponse publiés au Journal Officiel en mai dernier. Voici quelques chiffres marquants à l'heure où tous les services de l'État sont censés se serrer la ceinture.

La ministre de la Justice (Rachida Dati à l'époque) a fait croître la flotte de véhicules de fonction de son ministère. Pour elle et les vingt membres de son cabinet, elle dispose de 20 véhicules, conduits par 19 chauffeurs.

L'ex-ministre de la Justice et l'ex-ministre de la Culture, Christine Albanel, et leurs cabinets respectifs reçoivent la palme des « ministres voyageurs » avec pour chacune environ 500 000 euros de transport aérien.

Le ministère de la Justice dépense chaque jour 436 euros de journaux.

Le ministère de l'Économie et des finances est celui qui dépense le plus en communication, avec un budget annuel de près de 13 millions d'euros. La campagne de promotion des mesures issues de la loi Travail, emploi et pouvoir d'achat (le fameux paquet fiscal) a coûté 810 000 euros à titre d'exemple.

B.T.

bling-bling et opacité



AFP/Joël Saget

110,38), alors même que les crédits votés comprenaient déjà un complément de 9,2 millions. » Votées ou non, les dépenses semblent être sans limites.

Flou complet

Autre interrogation et non des moindres, qu'en est-il des dépenses privées du chef de l'État ? Nicolas Sarkozy a demandé au Parlement de lui voter un traitement confortable d'environ 20 000 euros mensuels qui lui permet maintenant de payer lui-même ses dépenses privées. Mais est-ce vraiment le cas ? « C'est le flou complet, dénonce René Dosière. Nous n'avons aucun moyen de savoir si, dans les faits, cette séparation existe. La Cour des comptes qui rendra un rapport à la fin du mois de juillet, pourra éventuellement vérifier que les factures payées

n'ont pas trait à des dépenses privées du Président. Si ce salaire important reste de l'argent de poche, nous aurons été floués. » La Cour des comptes prendra-t-elle pour autant le risque de dénoncer de tels faits ? « Dans bien des pays, la Cour des comptes n'a pas de problème à le faire. Au Québec par exemple, le Vérificateur des comptes (équivalent de notre Cour des comptes) a demandé à la Gouverneure générale de rembourser une multitude de dépenses privées qui ont été financées par des fonds publics. » La Cour des comptes française présidée par Philippe Seguin ira-t-elle jusque-là ?

Ne se plaçant pas que sur le terrain de la dénonciation auquel nombre d'observateurs aime le cantonner, René Dosière fait 10 propositions pour aboutir à une réelle transparence des comptes de

l'Élysée. De la mise en place d'une liste précise des déplacements officiels du chef de l'État à la présentation des gros investissements réalisés dans l'année écoulée et de leur montant, ou encore connaître le nombre exact (et pour l'instant inconnu) de personnes travaillant au service de la présidence de la République, le député de l'Aisne avance quelques pistes. Des suggestions qui seront peut-être écoutées : « Dans le cadre de la discussion du budget à l'Assemblée nationale, je présenterai à nouveau ces propositions si elles n'ont pas été entendues d'ici là. Mais quand je vois que le Président Sarkozy a été obligé de modifier la façon d'appréhender le budget de l'Élysée sous la pression populaire et institutionnelle, je me dis que c'est un premier succès qui peut en appeler d'autres. Vu la vitesse à laquelle croît le budget de l'Élysée, on ne pourra pas se satisfaire longtemps d'un rapport présenté en 6 grandes lignes de dépenses sans savoir ce qui se cache derrière. »

Damien Ranger

Culture et dépendance

Hyper-président, Nicolas Sarkozy veut avoir la main sur tous les domaines, culture comprise. Il s'est donc créé sur mesure un Conseil de la création artistique qu'il co-préside. Le coup de grâce pour le ministère de la Culture, institution sur le déclin. Pourtant, plus que jamais, la culture doit être valorisée, mise sur le devant de la scène, notamment dans sa dimension de lien social. Voilà pourquoi, à quelques jours des 29^e Rencontres d'Avignon pour la culture, organisées par le Parti socialiste, samedi 18 juillet, l'Hebdo consacre un dossier à cette question qui est tout sauf superflue.

Sommaire

Analyse

L'essayiste Paul Virilio dresse un panorama de l'état de la sphère culturelle. Un monde en pleine mutation.

p. 12 à 14

Point de vue

Penser la transversalité, par Karine Gloanec-Maurin.

p. 15

Focus

Le déclin de la diplomatie culturelle française.

p.16-17

Reportage

Maubeuge, un clair de lune et plus encore.

p.18-19

Débat

Politique et culture, l'irréversible rupture ? Les points de vue croisés de Vincent Eblé, Nadine Varoutsikos et Christophe Blandin-Estournet

p.20 à 23

Enquête

Le ministère de la Culture malmené par Nicolas Sarkozy

p.24-25

Propositions

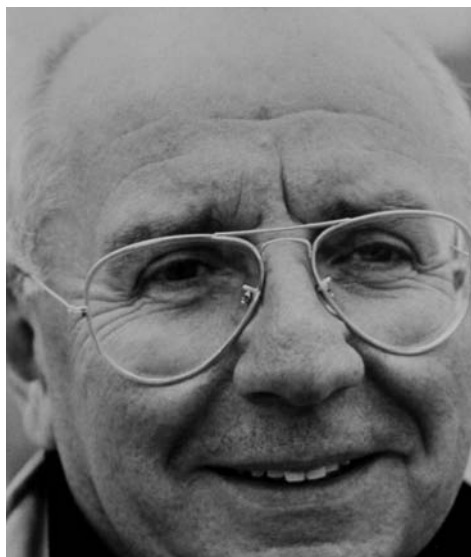
Les grandes orientations du PS

p.26-27



« La culture française vit

Paul Virilio, urbaniste et essayiste principalement connu pour ses écrits sur la technologie et la vitesse, dresse un bilan de santé de la culture française et assure que l'intellectuel n'est pas mort... Il se régénère.



Urbaniste et essayiste français, Paul Virilio est principalement connu pour ses écrits sur la technologie et la vitesse. Dernier ouvrage paru : *Le Futurisme de l'instant*, éd. Galilée, 2009.

Quel est votre diagnostic de la culture française aujourd'hui ?

Il faut tout d'abord replacer la question dans un contexte de mondialisation. Chaque culture locale, régionale est bouleversée et bousculée par la mondialisation et par la rapidité de la transmission des informations.

On le voit en Iran avec Twitter et l'impact d'Internet. Si on se recentre sur la culture française, je dirais qu'elle est dans une phase d'auto-critique. Certains y voient un drame. Pour moi, c'est au contraire une excellente idée.

Je crois qu'il n'y a pas de liberté d'expression ou d'interprétation sans la critique.

Vous ne suivez donc pas la ligne de Time Magazine qui, en 2007, annonçait la mort de la culture française...

Je ne fais pas partie de ces masochistes qui disent que la France est un pays affreux, que sa culture est nulle, parce qu'on n'est pas présent, pas traduit. La culture française vit un moment d'autocritique qui est très positif. Annoncer la mort de la culture française est provocateur et ridicule.

Selon vous, elle n'est pas menacée ?

La menace provient de la rapidité, de l'instantanéité, de la réduction à l'image, au choc des images et à la faiblesse du mot. La culture est dans l'âge du speed-dating, elle est forcément appauvrie. On retrouve partout et pas seulement en France, ce niveau assez faible de la production. La faiblesse de la littérature, de la peinture, de l'architecture, est généralisée.

Mais cette période de faiblesse est aussi une période d'évolution, de mutation, de modification des contenus. Ça durera ce que ça durera, mais cette transformation touche à tout, aussi bien à la musique qu'à la poésie. Regardez la faiblesse de la poésie ! Elle a quasiment disparu aujourd'hui ! Dans ma jeunesse, nous avions Henri Michaux, aujourd'hui, on pleure Michael Jackson...

Les nouvelles technologies peuvent-elles jouer un rôle dans cette reconstruction ?

Je ne suis pas contre les nouvelles technologies,

un moment d'autocritique »

mais contre leur propagande. La dimension positive des nouvelles technologies disparaît dans leur promotion. La puissance de la promotion marchande des multinationales est un écran aux qualités des nouvelles technolo-

gies. Je pense qu'il y a un abus promotionnel qui risque de faire du tort. Je ne crois donc absolument pas à un retour ou à un développement de la culture par la technologie, parce qu'elle est justement trop engagée dans sa propre propagande. C'est redoutable.

Peut-elle néanmoins être un atout dans l'accès à la culture ?

La notion de service rendu me semble un abus de langage. Il y a bien sûr une efficacité pratique des nouvelles technologies, mais ça ne fait pas une révolution sociale ou une nouvelle culture. Cela crée simplement un nouveau marché, un programme de vente. Il n'y a pas d'acquis sans perte, pas de progrès sans catastrophe du progrès. Or la dimension critique de la catastrophe du progrès n'est jamais mise en lumière.

Il s'agit de comprendre que le plus bel acquis est aussi la plus belle catastrophe possible. Quand je dis qu'un Airbus A 380 de 800 places, ça fait 800 morts, je ne suis pas pessimiste mais rationnel. Or la question de la promotion ne s'intéresse pas à la rationalité mais à l'efficacité dans le domaine de la vente.

Il y a d'ailleurs une critique à faire sur la dimension du progrès qui est à reconstruire de A à Z et en particulier par la gauche.

“ On ne peut pas
séparer les grands mouve-
ments sociaux de la
grande littérature ”

Le personnage de l'intellectuel de gauche est-il mort ?

Je pense que ce qu'on appelait l'intellectuel de gauche a été mis au rancart... par la gauche. À l'arrivée au pouvoir de la gauche, dans les années 80, pratiquement tous les intellectuels

étaient de gauche. On a connu une rupture avec la culture, les gens de la pensée, de l'art, etc... Ils ont été marginalisés au profit de l'homme d'action et du leader médiatique. L'intellectuel éthique est ainsi devenu un intellectuel médiatique, celui qui passe à la télé. Et celui qui ne passe pas à la télé est d'une certaine manière disqualifié. Or la gauche n'a pas réagi à ça et aujourd'hui, elle se retrouve toute nue. Car aujourd'hui où sont les intellectuels de gauche ? On va chercher Jacques Rancière, Alain Badiou, mais ça ne fait pas beaucoup. Ne parlons pas des intellectuels de droite, parce que ce n'est pas brillant, c'est même encore pire...

Il y a tout de même un réservoir...

Heureusement ! Mais ces intellectuels sont sur des terrains qui ne sont pas les terrains habituels du socialisme. On les retrouve sur le terrain de l'écologie, de la nouvelle économie, parce que l'économie globale n'est pas celle du marxisme traditionnel ou même du socialisme du XIX^e siècle. Ce qui me semble plus grave, c'est qu'il y a un travail entre écologie et économie qui n'a pas été fait. Sans doute parce qu'il n'y a pas cet environnement de culture dont on parlait. L'environnement, c'est aussi bien des peintres, des poètes, des architectes, ce n'est pas simple-

ment des théoriciens et des économistes. Il y a là un appauvrissement à gauche, mais on peut en dire autant pour la droite où la culture est disqualifiée. 1968 a été un moment extraordinaire mais bizarrement pour la gauche, il n'a pas été un moment important de la pensée. Le préfet de police disait en 1968 qu'on assistait alors à la dernière révolution littéraire en Europe. Il n'avait pas tort. La littérature est quelque chose de très sérieux. Relisez Victor Hugo, relisez Jean Jaurès, on ne peut pas séparer les grands mouvements sociaux de la grande littérature. Je me souviens d'un rassemblement pour les droits de l'Homme, il y a quelques années. On nous a balancé un discours dans le haut-parleur sans introduction. Tout le monde était absolument emballé par ce discours. On a appris ensuite que c'était un texte de Victor Hugo, on aurait aimé qu'il fût d'un auteur contemporain. J'ai connu la culture ouvrière, elle m'a formé, or le déclin de l'ouvriérisme a signé le déclin de la culture ouvrière. Il y avait pourtant là des choses formidables.

“ **La culture peut reconstruire une rythmique. Car aujourd'hui, il manque une rythmique sociale.** ”

Doit-on être inquiet ?

Tout à fait. Ce désintérêt du politique pour la culture explique le retour des menaces fascistes, des autoritarismes et des coups de force comme on en voit un peu partout aujourd'hui. La phrase de Goebbels, ministre de la propagande nazie, est très claire : « Quand on parle de culture, je sors mon revolver. » J'ai connu cette période où la culture était considérée comme décadente, comme une décadence même, et non pas comme quelque chose d'utile sur le plan politique. On privilégiait alors les grandes messes dans les stades. Aujourd'hui, c'est d'ailleurs curieusement encore dans les stades qu'on retrouve les grands rassemblements.

Quel peut être le rôle de la culture dans la nouvelle société à construire ?

La culture peut reconstruire une rythmique. Les sociétés humaines sont des sociétés rythmiques, avec le calendrier, les emplois du temps, les programmes. Mais il y a aussi la musique ou la poésie. La ligne mélodique est la puissance d'une époque. Or aujourd'hui, tout est arythmique. Il manque une rythmique sociale, un tempo. Mais ni un homme ni un parti ne peut décider de ça, seule une civilisation le peut. Or il n'y a pas de civilisation sans rythmes. La culture est un tempo. Elle donne forme à la fois à l'emploi du temps et à l'emploi de l'espace. Aujourd'hui la rapidité, l'instantanéité interrompt ces lignes mélodiques. Il n'y a plus que des accidents et des catastrophes, ce n'est pas très excitant.

Propos recueillis par Stéphanie Platat



Vers une société de la culture

Il ne faut plus cantonner la culture aux musées et à quelques salles de concert ; la considérer comme un luxe superflu. Au croisement de tous les secteurs de la vie publique, elle est au cœur de la société et constitue un lien précieux entre les citoyens. C'est pour cette raison qu'une approche transversale doit aujourd'hui primer.



Aujourd'hui, la politique publique en faveur de l'art et de la culture de notre pays n'est plus portée uniquement par l'État. Son action se construit dans la relation avec les collectivités territoriales. Aussi, les cartes sont-elles rebattues, les enjeux partagés, les modalités transformées. L'État n'est plus celui qui impulse, il doit nécessairement se repositionner pour retrouver un rôle dans cette nouvelle partition. La culture est une dimension de l'action publique, elle croise tous les autres secteurs de la vie publique : l'éducation en premier lieu, le secteur social évidemment, la recherche, le développement territorial, l'urbanisme...

Pourquoi ? Parce que nous construisons tous une culture vivante qui trouve son origine dans le questionnement fondamental de notre existence et parce que la présence des artistes et de leurs œuvres nous permet de prendre le recul nécessaire face à la marche du monde. Alors ce n'est plus seulement dans les lieux qui leur sont consacrés que nous devons découvrir les démarches artistiques, qu'elles soient plastiques, littéraires, musicales, chorégraphiques,

théâtrales ou issues du monde du cirque. Elles doivent nous surprendre au coin d'une rue, dans un lycée, dans un appartement ou un édifice patrimonial afin de susciter le désir d'aller dans les espaces dédiés à l'art. Elles se situent dès lors à la fois dans une approche transversale mais aussi territoriale. Parce que les politiques culturelles doivent être également en phase avec ce qui bouleverse notre quotidien.

Émancipation

Ce fait, nous devons l'accepter avec vigilance, voire résistance. L'accepter car notre culture évolue, elle est le fruit de la recherche créative contenue dans toutes les formes d'art ; elle est le fruit des découvertes technologiques et scientifiques. C'est ce que nous enseigne par exemple la création numérique. Mais résister aussi à ce qui, dans toutes ces nouvelles formes de « vivre ensemble », nous éloigne de nous-mêmes, à ce qui ignore la solidarité et développe l'individualisme, à ce qui réduit notre capacité à mieux comprendre le monde. Aussi, c'est dans cette transversalité, avec la conscience de participer à l'élaboration de notre civilisation que les responsables politiques et les militants socialistes doivent considérer la culture. Ils doivent la voir comme un véritable service public, une nécessité participant à l'émancipation, une façon de nous soustraire à la loi de la consommation et de l'argent. La culture, c'est ce fil qui se tisse avec le temps, la toile de l'humanité.

**Karine Gloanec-Maurin,
secrétaire nationale adjointe à la Culture**

À l'étranger, la France

La diplomatie culturelle française aurait besoin d'un bon dépoussiérage. Exit les soirées paillettes des ambassadeurs, la présence culturelle hors de nos frontières doit désormais s'inscrire dans l'échange avec les cultures accueillantes.

La diplomatie culturelle fait les fonds de tiroir. Son financement passe bien après celui de l'humanitaire ou de l'aide au développement. La diplomatie culturelle française est en effet la dernière roue du carrosse du Quai d'Orsay. « Le constat est contrasté, explique Yves Dauge, sénateur et membre de la commission des affaires culturelles, d'une part il y a un réseau avec des militants de la culture, c'est un outil magnifique, de l'autre on a un manque de volonté et de visibilité de la politique qui fait que tous les ans, le budget matraque le réseau culturel, le marginalisant et l'affaiblissant. » À quoi bon avoir un réseau carrossable et aux multiples embranchements, si personne ou presque ne l'emprunte ?

Autofinancement et mécénat privé

Le budget culturel perd chaque année 10% de ses ressources depuis cinq ans. Une lente dégradation. Le rapport que vient de publier le Sénat sur la question dénonce « une diminution préoccupante et une dispersion des crédits ». Au total, le coût pour l'État du réseau culturel français « ne dépasse pas les 136 millions d'euros en 2008 ». Les sénateurs ont sorti leurs calculettes : la baisse serait de 11% pour 2010, 10% en 2011 et le budget alloué à ce poste atteindrait alors 77 millions d'euros seulement. Pour information, la Suède a annoncé qu'elle allait consacrer 240 millions d'euros par an aux seuls échanges culturels internationaux. La culture à la française se voit donc contrainte de faire la manche... ailleurs. Et cela ne se limite pas à multiplier les opérations « hors les murs » qui permettent d'économiser sur la location d'espaces. Le réseau doit ainsi de plus en plus compter sur ses seules capacités d'autofinancement. « La tendance est de vouloir faire payer les cours de langue plus cher, explique Yves Dauge,

ou d'aller chercher du mécénat privé, au risque de se retrouver avec des canaux privés de diffusion de notre culture, dominés par un système financier et capitalistique. »

En plus des postes supprimés (pour exemple, huit postes d'attachés linguistiques en Pologne passés à la trappe, fermeture des instituts d'Edimbourg, de Porto et de Rostock, voire du centre culturel de Douala au Cameroun), ce sont surtout les crédits d'intervention qui sont les premiers à souffrir de cette baisse des ressources. Une note interne du ministère liste ainsi les prévisions 2009 pour le secteur « livre ». Elle prévoit une amputation de 33% pour le programme d'aide à la publication (de 701 600 euros à 470 000 euros), moins 82% pour le soutien à la traduction (de 257 185 à 47 000 euros) et une suppression totale des crédits pour le programme de formation de libraires et d'éditeurs du sud. Or ces crédits d'intervention sont au cœur de la redéfinition de la diplomatie culturelle française. En effet, le volet culture française à l'étranger a longtemps été considéré comme une annexe amusante pour ambassadeurs. Réception et pince-fesses avec des célébrités offertes aux peuples autochtones. La donne a changé.

Étoile éteinte

« Pour ce qui est de la culture, il ne faut pas donner l'impression que nous ne serions là que pour perpétuer le rayonnement d'une étoile éteinte ou dont le feu décline », écrivait déjà en 2000 Hubert Védrine, alors ministre des Affaires étrangères. Il ne s'agit plus aujourd'hui d'envoyer nos vedettes pour un tour de chant en Afrique ou en Asie pour leur donner un peu d'exotisme « from Paris ». Auditionné par le Sénat, Bernard Faivre d'Arcier, ancien directeur du Festival d'Avignon et actuellement président des Biennales de Lyon,

ne rayonne plus



estime ainsi qu'« il y a lieu de considérer les activités culturelles en propre », c'est-à-dire de « n'en faire ni un sous-produit de l'activité diplomatique, ni une activité accessoire que l'on traite en fin de réunion. » Ce que confirme Yves Dauge : « Il nous faut basculer dans une stratégie de pluralisme, de connaissance des autres, de découverte des talents, d'exportation d'outils. Nous sommes aujourd'hui moins dans l'offre de la culture française que dans la diversité culturelle. » Le sénateur s'appuie ainsi sur la convention de l'Unesco finalisée en 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. « On ne peut plus se satisfaire d'actions superficielles, explique Yves Dauge, le rôle de la France est justement d'ouvrir la voie à un travail de partage, cela peut devenir un élément central de notre diplomatie, et pour les socialistes, un enjeu politique majeur. »

Pour construire cette nouvelle diplomatie culturelle, le Sénat a lancé des pistes comme le déve-

loppement d'une grande agence culturelle ouverte aux universités, aux collectivités locales voire aux grands musées, histoire de sortir d'une gestion administrative trop brouillonne entre les centres culturels, les alliances françaises, les instituts, les organisations telles que « Culturesfrance », émanation du ministère des Affaires étrangères... On s'achemine donc, pour le moment, vers la création d'une agence « autonome » au sein du ministère et qui serait baptisée « Espace France ». Mais dans un contexte de mondialisation et d'appauvrissement général de la culture, relancer une politique culturelle à l'étranger sur la défense du pluralisme est loin d'être anodin. Sans cela, « le risque est d'être soumis à la culture anglo-saxonne », reprend Yves Dauge. Sans perdre de vue qu'en Haïti, par exemple, la seule bibliothèque publique accessible aux habitants est celle de l'Institut français.

Stéphanie Platat

Maubeuge cultive son originalité

Musique, danse, géométrie, architecture et bientôt un parc de la biodiversité, il est loin le temps où Maubeuge se limitait à son clair de lune. La preuve que malgré 63% d'habitants non soumis à l'impôt, la culture peut vivre et s'épanouir. Même au-delà les frontières.



18

Une jeune fille au T-shirt rouge bat le rappel sur les marches de la salle Strauh : « Le Gothic circus débute dans trois minutes ! » Des couples, des familles, des curieux, se pressent à l'entrée du théâtre de sculptures en mouvement, type horloge astronomique de Strasbourg, les grelots en plus. Place Verte, des tables et des bancs encadrent la kermesse, ambiance bal aux lampions. Autour du kiosque à musique, le Métalu à Chahuter a planté ses guitounes à spectacles. Chaque début d'été, la ville de Maubeuge joue les transformistes pour son festival « Les Folies ». Des artistes comme les BB Brunes, Keziah Jones ou Cocoon ont remplacé les Claude François, Edith Piaf et Johnny Hallyday de la mythique kermesse de la bière. L'emballage a changé, pas le fond. L'envie de fête et la soif de culture et d'innovation demeurent. « Les Folies », appelées les « Inattendus » à leur création en 1987, couronnent tous les ans une saison culturelle plus que dense pour une ville de taille moyenne (35 000 habitants environ).

Car Maubeuge évoque généralement un paysage d'usines sidérurgiques fermées et les friches de désolation qui vont avec. Les usines ont certes fermé, mais l'ancien atelier de machines-outils Sculfort a été reconverti en salle de concert. Ses murs de briques rouges aspirent aujourd'hui les riffs de guitare et les battements de grosse caisse des groupes qui se produisent à La Luna, salle de spectacle post-industriel, et au Labo, l'espace de répétition où les jeunes de la ville gratouillent sans tapage. « La ville a alloué 3 092 millions d'euros à la culture en 2007 », explique le maire socialiste Rémi Pavvros. À titre de comparaison, ces 3 millions d'euros représentent tout de même le triple de ce qu'Annecy, Abbeville ou Gap consacrent à la culture. « Notre priorité va à l'éducation et à la culture, reprend le maire. Ce sont d'ailleurs les deux premières sources de satisfaction des Maubeugeois. Favoriser les dépenses culturelles est un choix politique majeur. Nous pensons que la culture, au-delà du service que nous rendons à l'habitant, peut l'aider à découvrir ses forces et

celles qui l'entourent. La culture est une source de développement économique et de développement de soi. »

Au-delà des frontières

Et elle se niche partout : dans le concert du Nouvel An, trois représentations (dont une répétition publique) pour faire face à la demande, la fanfare municipale, le conservatoire et ses 500 apprentis musiciens, l'ensemble électro-acoustique Art Zoyd (installé aujourd'hui à Valenciennes pour des questions de moyens), le festival de jazz où se sont notamment produits Biréli Lagrène et Richard Galliano... « Sur les 350 associations répertoriées, plus d'une centaine concernent la culture, calcule Rémi Pauvros. La culture musicale et la danse sont liées à l'histoire industrielle du territoire, c'était un moyen pour ceux qui se trouvaient dans un enfermement professionnel de s'en échapper. La musique est un des vecteurs de l'expression populaire, elle permet des rencontres au-delà des frontières culturelles, des difficultés et du racisme. »

Laboratoire

La musique, la danse, le livre (avec l'ambition de mettre en place sur le territoire un réseau de lecture publique), l'architecture de Vauban et Lurçat, les arts irriguent la ville. « Développer la culture nous permet aussi d'améliorer notre image, analyse Rémi Pauvros. Cette ville a tout de même été vilipendée et malmenée. » Jusqu'à la fin des années 1980, Maubeuge c'était le « Clair de Lune », la chanson gentiment ironique de Pierre Perrin. En

1991 Maubeuge devient scène nationale avec son théâtre Le Manège. « C'était un choix stratégique », assure Rémi Pauvros. Un gros pari sur l'avenir, à l'instar de celui de Pierre Mauroy de créer un orchestre national à Lille. Aujourd'hui, avec 3 500 abonnés et 22 186 places de spectacle vendues, plus personne ne raille l'ambition. D'autant moins depuis que les « Féeries » de Didier Fusillier, l'éternel directeur du Manège, ont brillé dans les rues de Lille en 2004 pour célébrer la nouvelle capitale européenne de la culture. « À cette occasion, les gens ont découvert les artificiers du Groupe F alors qu'ils viennent à Maubeuge depuis vingt ans, s'amuse Rémi Pauvros. Maubeuge a un peu servi de laboratoire à la conception de Lille 2004. » Le Manège a essaimé également à Mons en Belgique, ville à proximité immédiate de Maubeuge. Rémi Pauvros et Elio Di Rupo, le bourgmestre socialiste de Mons, ont ainsi construit un programme culturel commun et une billetterie unique pour leurs deux théâtres. « J'ai déposé un projet auprès du conseil régional la semaine dernière pour que Maubeuge soit partenaire de Mons, capitale européenne de la culture en 2015. » En un mandat et demi de gestion socialiste, les ambitions culturelles maubeugeoises ont exploré de nouveaux horizons. Le prédecessseur RPR de Rémi Pauvros avait pour habitude de clore la présentation de la saison du théâtre par un rigolard « Tournez manège ! » « Disons, conclut l' élu, que j'essaie de faire un peu plus. » Juste un peu...

Stéphanie Platat



Politique et culture :

Grande oubliée des campagnes électorales, la culture fait figure de parent pauvre dans la sphère politique. Elle est pourtant essentielle au « vivre ensemble » et à ce titre, éminemment politique. Vincent Eblé, président socialiste du conseil général de Seine-et-Marne, Nadine Varoutsikos, directrice de la scène nationale de Saint-Nazaire, et Christophe Blandin-Estournet, directeur de « Culture O Centre », établissement culturel de la Région Centre, élaborent quelques pistes de rapprochement. Échappant à l'emprise utilitariste, les différents champs culturels pourraient féconder la pensée socialiste actuelle. Débat.



Depuis quelques années, on perçoit un hiatus entre les dirigeants politiques, y compris de gauche, et les professions culturelles. D'où vient cette impression ?



Nadine Varoutsikos : J'aimerais d'abord préciser que, dans mon esprit, il ne s'agit pas d'un problème entre deux corporations, celle des politiques contre celle de la culture. Surtout pas ! En outre, il n'y a rien de personnel là-dedans, car j'ai eu, et j'ai encore, la chance de travailler avec

des maires qui mettent la question de l'art et de la culture au cœur de leurs réflexions. En revanche, quelque chose s'est indéniablement cassé entre le monde de la culture et celui de la politique. La pensée politique devrait être nourrie par le sens, la profondeur, les arts, la culture. Il n'y a pas si longtemps, les humanités inspiraient le discours et la pensée politique, singulièrement, mais pas exclusivement, à gauche. Des hommes politiques acceptaient pour cela de prendre le temps de la réflexion, voire de la rêverie et le mot « utopie » ne faisait pas peur. Ce temps de la pensée, contrairement aux

l'irréversible rupture ?

réponses immédiates, permet de mettre des mots sur les maux d'une époque, de concevoir des énoncés possibles pour un avenir commun, de forger des récits capables de tracer des perspectives. Cette tendance est peut-être due à une génération qui est sans conteste plus proche de l'image que des mots et du verbe. Actuellement, d'excellents gestionnaires sont à la

puisque le sens même de son action est de nous offrir un autre point de vue sur le monde qui nous entoure, de modifier notre regard. De ces deux positions résulte donc inévitablement une tension. Néanmoins, pendant longtemps, ces deux mondes se sont rendus disponibles dans le but de créer un espace public commun d'échanges. Mais depuis quelque temps, les tensions s'exacerbent. Les raisons sont multiples, mais il me semble que l'évolution du profil des élites politiques et intellectuelles joue un grand rôle dans cette incompréhension grandissante : la maîtrise des humanités se perd, comme l'illustre l'attitude de Nicolas Sarkozy.

“ **Imaginer une société où la culture serait, non pas un supplément d'âme, mais une composante essentielle** ”
(Nadine Varoutsikos)

tête des villes, des Régions, des départements. Mais quand nous soumettons un projet, les réponses qui nous sont faites se situent souvent sur le plan de l'efficacité, de la rentabilité, de la « com' » et plus rarement sur le sens profond de l'action à partager.



Christophe Blandin-Estournet : Je crois pour ma part qu'il y a toujours eu une tension entre ces deux mondes. Le politique est par définition du côté de l'ordre, c'est-à-dire centrée sur le bon fonctionnement de la cité, y compris dans ses aspects les plus triviaux et les plus nécessaires ; alors que l'artiste est du côté du désordre



Vincent Eblé : Sans doute, ce hiatus est aussi un produit des changements à l'œuvre dans la société dans son ensemble. Je valide tout à fait ce que Nadine vient de dire sur notre société d'hyper-médiatisation, sur ce que la rapidité implique comme changement de rapport à l'égard de la culture qui, elle, exige du temps. Pour une relation de confiance, les élus doivent au minimum mettre de côté les aspects les plus électoralistes de leur fonctionnement. Ce qui implique d'affronter des tendances lourdes. On peut penser à l'accélération du rythme électoral que veut nous

imposer Nicolas Sarkozy, par exemple, et à l'approche superficielle qui en découle.

Quel rôle peut avoir le Parti socialiste dans la réconciliation entre la politique et la culture ?

N.V. : Les discours et les positionnements actuels du Parti socialiste, en particulier, déçoivent. Le malaise est d'autant plus violent que la proximité était forte. L'espoir est que le PS ne se contente pas de réagir aux attaques de la droite mais s'attelle rapidement à la formation d'un corpus de pensée sur l'ensemble des questions que pose l'évolution de la société où la culture serait, non pas un supplément d'âme, mais une composante essentielle.

Il faut créer les conditions pour que le monde de la culture se dégage du diktat de l'audimat
(Vincent Eblé)

C. B-E. : Il est nécessaire que la gauche refonde ses réflexions sur la place de la culture dans notre civilisation, au-delà de son périmètre sanctuarisé. Il est donc important de débattre de questions telles que les conditions aujourd'hui nécessaires à la création artistique : contraintes économiques, risques de censure, nouvelles technologies, projets de territoire, démarches de démocratisation culturelle... Autant de questions plus fondamentales que le leurre du très mauvais projet Hadopi.

V.E. : Retisser le lien de confiance entre les professionnels de la culture et les

socialistes prendra du temps. Mon expérience à la tête du Conseil général de la Seine-et-Marne et comme chargé des politiques culturelles au sein de l'Association des départements de France m'incite à penser que cette relation ne peut pas seulement s'établir lors des rencontres institutionnelles. Lorsque je vais au Printemps de Bourges, à la Biennale de Venise ou au Festival de Cannes, je prends le temps de contempler les œuvres et de rencontrer les artistes.

Je ne laisse pas mon agenda officiel dicter complètement mon emploi du temps. De même, au Festival d'Avignon, j'invite les Seine-et-Marnais présents (compagnies, directeurs de salles, etc) pour dialoguer autour de nos politiques culturelles. Parallèlement, il faut aussi insister sur le fait que le projet de société du Parti socialiste doit intégrer le domaine de la culture, surtout en raison de son rôle dans la formation des citoyens.

Ce programme devra se construire collectivement à travers des conventions thématiques et via les travaux au sein des commissions du parti. Il faut y poser la question de l'inégalité de l'accès à l'art, celle du soutien à la recherche et aux innovations en matière de culture. Il faut créer les conditions pour que le monde de la culture se dégage du diktat de l'audimat.

Comment se traduisent les différences de perceptions entre élus et professionnels de la culture ?

N.V. : Il y a toujours un décalage entre l'institution et ce qui est en train de naître, de s'inventer. La recherche a besoin de temps et d'être soutenue avant de rencontrer le public. Par exemple, on observe chez de jeunes

artistes âgés de vingt-cinq à trente ans une tendance à parler du présent. Ils se réapproprient les scènes à travers les mots. Ce retour aux textes atteste d'une attente différente de la part de ces jeunes artistes à l'égard du politique, l'attente de récits communs, d'un avenir à partager avec une population.

**“ Un des phénomènes
qui travaillent très
profondément notre société :
partager un sens commun ”
(Christophe
Blandin-Estournet)**

C. B-E. : La force de l'art est de nous dire le monde comme il va ou ne va pas. À leur manière, les artistes nous en proposent une lecture. Il y a trente ans, le mouvement de la danse contemporaine traduisait le changement de notre rapport au corps. Le renouveau des arts du cirque, il y a une quinzaine d'années, avec l'itinérance et la forme circulaire peut être lu comme une réponse poétique à la dilution du lien social. Nadine a raison d'évoquer les dernières évolutions du spectacle vivant. L'émergence actuelle d'un retour à la parole partagée, du théâtre au conte, témoigne d'une nécessité chez ces jeunes artistes d'écrire une histoire commune. Cette volonté traduit sans l'ombre d'un doute un des phénomènes qui travaillent très profondément notre société : partager un sens commun.

V.E. : La démocratie a changé de nature. Bien que représentative, elle intègre de plus en plus d'éléments de participation directe. Il faut en tirer les conséquences en matière culturelle et prendre une orientation qui laisse plus de place au dialogue, aux rencontres, aux collaborations entre les professionnels de la culture et les poli-

tiques. Suivant cette philosophie, je pense également que les différents publics devraient être plus largement et plus fréquemment associés aux processus d'élaboration des projets culturels. J'aimerais par ailleurs pointer du doigt les politiques menées par le ministère de la Culture et leurs effets néfastes sur les inégalités d'accès à la

culture ou sur les écarts grandissants entre les territoires. Certains projets sont alarmants, comme celui qui implique la suppression possible de vingt scènes nationales. Inutile de préciser que celles qui seront fermées en priorité le seront dans les villes les plus pauvres. Les élus territoriaux intègrent la dimension des solidarités et tentent grâce aux réflexions sur l'accès des publics à la culture de rattraper les inégalités. Néanmoins, nous avons du mal à faire face au désengagement de l'État et à trouver une articulation entre les politiques culturelles territoriales et celles menées au niveau national. Nous ne pouvons pas, par exemple, prendre en charge l'exploration de nouvelles esthétiques et accompagner les avant-gardes ou la recherche artistique car les moyens des départements, et pas seulement en matière budgétaire, sont par définition limités. Je crois d'ailleurs que cette analyse vaut pour d'autres domaines du corpus qui doit être élaboré pour parler au peuple et retrouver sa confiance.

Olivier Vilain

Ministère amer

Hyperprésident, Nicolas Sarkozy veut aussi avoir son mot à dire sur les affaires culturelles. Pour ce faire, il a donc créé un Conseil de la création artistique qu'il co-préside et qui concurrence directement le ministère de la Culture. Le coup de grâce pour une institution sur le déclin.

25 juin, 14 heures, rue du Faubourg Saint-Honoré. Près de 300 personnes sont allongées sur le pavé parisien. Sur leurs poitrines, elles arborent une cible sur laquelle est écrit « la cible, c'est vous ». Nous sommes devant les portes des bâtiments administratifs du ministère de la Culture. Cette mise en scène des personnels du ministère, un cri de désespoir, fait suite à plus d'un an de lutte. Ce jour-là, de nombreuses personnalités se relaient pour apporter leur soutien à la cause des manifestants. Les syndicats, bien sûr, mais aussi des personnalités politiques : Marie-George Buffet pour le PCF, des représentants du Front de gauche, des élus locaux, Benoît Hamon et Patrick Bloche pour le PS. Un seul mot d'ordre : protéger le service public de la culture.

Nicolas Monquaut est l'un des piliers de la contestation au sein de l'institution. Architecte de formation, ce membre de la CGT, le syndicat le plus puissant du ministère, est élu depuis plus de dix ans représentant du personnel. Des ministres, il en a vu, mais lorsqu'il parle de Christine Albanel, remerciée lors du dernier remaniement, on sent que la désillusion atteint son paroxysme. Ce n'est pas la personnalité de l'ancienne ministre que Nicolas Monquaut déplore, mais la stratégie destructrice, pilotée par l'Élysée, qu'elle a mise en œuvre lors de son passage rue de Valois. « Nous fêtons cette année les 50 ans du ministère. L'ex-ministre a donc multiplié les déclarations sur la



modernisation et le développement de l'institution tout en faisant radicalement le contraire, explique le syndicaliste. La réorganisation du ministère est un séisme. »

Travail de sape

Concrètement, un millier d'emplois sur un total d'un peu plus de 20 000 vont être supprimés d'ici fin 2011. Depuis 2002 et le retour de la droite au pouvoir, les prédécesseurs d'Albanel, Jean-Jacques Aillagon et Renaud Donnedieu de Vabres, avaient déjà à leur actif la suppression de plus de 1 000 emplois. En moins de 10 ans donc, 10% des effectifs du ministère sont passés à la trappe. Mais le travail de sape ne s'arrête pas là. Le ministère de la Culture fait également les frais de la révision générale des politiques publiques (RGPP). Sous prétexte de modernisation, la restructuration tourne à la politique de la terre brûlée. Un prochain décret du ministère devrait effacer d'un simple





trait de plume de grandes structures administratives telles que la Direction des musées de France, la Direction de l'architecture, la Direction du livre et de la lecture dont l'actuel directeur vient de démissionner, ainsi que la Délégation aux arts plastiques et la Direction des archives de France. Cette dernière, d'ordinaire loin d'être perçue comme un repaire d'affreux gauchistes, dénonce d'ailleurs « un coup de

guillotine ». Ces directions seront remplacées par trois grands regroupements : la Direction du patrimoine, la Direction de la création artistique et la Direction des industries culturelles et des médias. Une simplification qui ne prend pas en compte les problématiques spécifiques de chaque secteur.

Mainmise

Dernière étrangeté qui témoigne de la volonté d'affaiblissement du ministère, le lancement du Conseil de la création artistique présidé par un homme qui fut vraisemblablement de gauche, Marin Karmitz. Une « belle prise » à en croire les médias lors de la nomination du fondateur des cinémas MK2 à la tête de ce Conseil dont « on n'entend jamais parler » au ministère, à en croire Nicolas Monquaut. Son financement provient d'un certain nombre de crédits alloués auparavant au spectacle vivant. « La création de ce Conseil a

été une surprise pour les personnels du ministère, assure le syndicaliste. Elle traduit surtout la volonté de l'Élysée de multiplier ses entrées à la culture et d'être sûr d'avoir la mainmise. En réalité, il y a une véritable opacité sur le rôle et les moyens de cette structure. »

Pour l'heure, l'arrivée de Frédéric Mitterrand rue de Valois est une nouvelle opportunité pour les personnels et pour le monde de la culture dans son ensemble de se faire entendre. Encore faudrait-il que le nouvel arrivant n'ait pas déjà les mains liées par les conseillers de l'Élysée. « Nous avons interpellé Frédéric Mitterrand par courrier dès le lendemain de sa nomination rue de Valois, et nous n'avons aucune réponse à ce courrier intersyndical à ce jour. Nous ne savons donc strictement rien des intentions, du calendrier et surtout des marges de manœuvre du nouveau ministre, explique le responsable syndical. Tout juste le ministre a-t-il prévu, comme la tradition l'exige, de rencontrer chaque syndicat en bilatéral courant juillet, les dates n'étant pas encore précisément arrêtées. Nous ne savons absolument rien d'autre à cette heure. »

Ariane Vincent



Redonner du souffle et du



Les socialistes peuvent être fiers de leur histoire, et notamment celle écrite par la gauche qui a contribué à doter notre pays d'une grande politique de la culture. Mais dans ce siècle au paysage culturel rendu plus complexe par l'avènement des nouvelles technologies de la communication et l'évolution des pratiques artistiques et culturelles, il nous appartient de définir un nouveau projet qui pourra répondre aux enjeux de demain. De grands chantiers s'ouvrent à nous .

Repenser la dialectique entre art-création et public-population

L'artiste, au travers de ses créations, questionne, dérange et délivre une vision critique et prospective du monde à venir. Il importe donc de garantir la liberté de création et d'expression, valeur essentielle chèrement conquise, face à des menaces qui pèsent aujourd'hui sur les libertés publiques et sur la vie artistique et culturelle.

Mais un projet artistique et culturel suppose de dépasser l'œuvre comme seule finalité, l'excellence comme seul critère de choix ou l'État comme unique expert, pour s'inscrire dans une dynamique de projet. Il faut concevoir l'art dans sa dimension essentielle, politique et sociale, retrouvant, au-delà de la seule relation producteur/consommateur, le sens des valeurs symboliques partagées, en valorisant la figure de l'amateur. Ici, une éducation populaire renouvelée peut retrouver toute sa place.

Mettre l'éducation artistique de la maternelle à l'université au cœur de notre projet

Le Plan de 2000 instituant la présence des artistes dans les établissements scolaires à travers les classes à projet culturel a été purement et simplement enterré, malgré les déclarations du président de la République. L'éducation artistique doit trouver sa place parmi les savoirs fondamentaux. La question des enseignements

artistiques et de la formation doit également être abordée, en liaison avec les chantiers ouverts par le secrétariat national à l'Éducation.

Bâtir une nouvelle stratégie de régulation des industries culturelles, dans le contexte de l'ère numérique et du développement des technologies de l'information et de la communication

La révolution numérique a multiplié la production des nouveaux contenus et ouvert leur accès au plus grand nombre. Ce nouveau modèle économique qui s'impose aux industries culturelles (cinéma, vidéo, édition, musique...) a induit de nouvelles pratiques artistiques et sociales, une nouvelle forme de démocratisation culturelle. Il nous faut désormais dépasser les polémiques qui se sont exprimées autour de la discussion du projet de loi « création et Internet » et repenser la régulation de ces usages, en donnant toute leur place aux artistes et aux créateurs et en sauvegardant notre modèle français et européen du droit d'auteur.

Redéfinir une nouvelle partition entre l'État et les collectivités territoriales

Cette nouvelle donne territoriale que proposera la réforme à venir interroge sur la question des financements et du rôle de chacun des acteurs publics. Elle concerne la répartition des responsabilités entre collectivités (la définition d'un

sens à notre projet culturel



chef de file notamment). Elle concerne évidemment le ministère de la Culture, ses services et ses missions déconcentrés. Cette réflexion prend toute son importance au moment où l'application de la RGPP et la restructuration du ministère, sur fond de désengagement financier de l'État, confirment l'affaiblissement programmé du ministère de la Culture.

Repenser la culture dans sa dimension européenne et internationale

Les échanges artistiques et culturels ne peuvent être soumis aux seuls intérêts financiers de quelques pays. Dans le contexte d'un monde globalisé de normalisation des esprits et des modes de vie, la défense de la diversité culturelle, désormais inscrite par l'UNESCO dans « la charte pour la diversité culturelle » est un combat constant que nous devons réaffirmer.

Ainsi, après la déclaration pour une Europe de la Culture en juillet 2008 en Avignon, malgré un nouveau Parlement européen trop conservateur, nous devons continuer à travailler à la construction d'une Europe de la culture.

Il faut également affirmer notre ambition pour une présence culturelle française renforcée et

plus adaptée aux nouveaux modes de productions culturelles internationales face à un gouvernement qui, fidèle à sa politique de restriction budgétaire, réduit les réseaux culturels extérieurs de notre pays ou les missions et la diversité de Radio France Internationale.

Réinscrire avec évidence la culture dans notre discours politique

La tâche est importante au moment même où nous assistons à une révolution idéologique d'une droite ultra-libérale et d'un président qui, dès sa lettre de mission au ministre de la Culture, se posait en rupture avec la conception de la politique culturelle qui a présidé à l'action de l'État depuis la création du ministère de la Culture. Malgré de grandes déclarations en trompe-l'œil (discours de Nîmes et annonce d'un Conseil de la création artistique), c'est bien à la fois à une dérive populiste, à une réduction drastique des moyens de l'État en faveur d'une politique culturelle nationale et à la remise en cause même du ministère de la Culture qu'il faut dès à présent nous confronter. La bataille sur ce front est rude et ce n'est pas le moindre de nos chantiers.

À Hanovre, les fondations de la ville durable

Le forum franco-allemand de politique territoriale qui s'est déroulé à Hanovre, les 18 et 19 juin derniers, était consacré à la conciliation des critères sociaux, économiques et écologiques dans la politique de la ville. Ces débats ont donné lieu à des échanges particulièrement riches entre experts, représentants du SPD et élus socialistes.



■ 28 **«H**anovre, ça veut dire à la maison », annonce un panneau publicitaire, aux portes de l'éco-quartier de Kronsberg. Mais ici, les maisons sont « passives » afin de répondre aux défis écologiques du troisième millénaire. Et inscrire la capitale du Land de Basse-Saxe dans une politique volontariste, conciliant urbanisme et développement durable. Depuis longtemps déjà, les pouvoirs publics allemands ont saisi les enjeux économiques et environnementaux propres à la politique de la ville. La réduction des gaz à effet de serre, la maîtrise des ressources et des consommations, l'usage et la production des énergies renouvelables sont ancrés dans les consciences.

Ville durable

Ce deuxième forum franco-allemand des politiques territoriales organisé par la fondation Friedrich Ebert Stiftung, en présence d'une vingtaine de représentants de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR) s'est révélé, à cet

égard, particulièrement fructueux. Experts, urbanistes, universitaires et édiles ont réfléchi ensemble aux nouvelles politiques de la ville. Avec en toile de fond, les inquiétudes liées à la crise qui marque « la fin d'un monde et l'avènement d'un autre », selon les termes de Jean-Louis Bianco, chef de file du Conseil général des Alpes de Haute-Provence et co-président du Forum des Territoires. Lequel a rappelé le lien entre le principe de protection environnementale à la question l'emploi... « Il s'agit, affirme-t-il, de bâtir une Europe

de l'énergie, économe et durable. Nos collectivités doivent y prendre toute leur place ».

« La notion de ville durable s'impose comme une urgence », renchérit Magali Vergnet-Covo, chef de projets publics en développement durable, à Paris. À charge, pour nos territoires, de multiplier Agendas 21, plans Climat et de déplacements, à l'échelle communale.

Désengagements

« Les faibles ressources dont disposent les collectivités et le peu

Les Alpes de Haute-Provence, bio top

L Du nord de l'Allemagne aux Alpes de Haute-Provence. Jean-Louis Bianco ne manque pas une occasion de marquer son attachement au développement durable. « Des subventions départementales permettent aux particuliers de passer à l'usage du bois (350 €) ou de l'énergie solaire (1 200 €), se félicite-t-il. Les communes qui agissent sur la baisse de la consommation publique sont elles aussi soutenues par le Conseil général. »

L'exécutif socialiste encourage également l'usage de produits locaux à caractère biologique et milite pour le maintien de « cultures paysannes ». Ce, dans une logique de tarifs « justes », de la phase de production à la consommation. « Dans les Alpes de Haute-Provence, le développement durable est synonyme de justice sociale et d'emploi, poursuit Jean-Louis Bianco. Notre volonté de généraliser l'Agenda 21 à tous les usagers est forte, en privilégiant par-dessus tout la responsabilité et la solidarité. »

B.T.



La preuve *par l'exemple*



Kronsberg, modèle vert

À dix minutes du cœur d'Hanovre, Kronsberg est un modèle d'éco-quartier. « Une autre conception du développement durable, très éloignée de celle du modèle français qui a choisi de mettre en œuvre ce type d'aménagement dans des zones denses, en milieu urbain », témoigne Philippe Bodard, maire de Mürs-Erigné et délégué de la FNESR en charge de l'Environnement et de l'énergie. Plusieurs projets ont été imaginés depuis un demi-siècle.

Ce quartier a été construit en recourant aux techniques de construction et d'habitat écologiques, dans l'esprit de l'Agenda 21. Avec, à la clé, un urbanisme de forte densité pour une faible emprise spatiale, des transports respectueux de l'environnement, des espaces non bâtis de qualité et une recherche constante de proximité entre habitat et emploi. « Plus de quarante promoteurs ont été impliqués, afin de diversifier les concepts architecturaux possibles, précise Karin Rumming, coordinatrice générale du projet Écologie-Kronsberg. Les différents modèles ont évolué en concertation avec la municipalité. » Le résultat est à la hauteur des espérances soulevées par cette opération. Près de 3 300 logements ont ainsi vu le jour, tandis que le plan définitif en prévoit 6 000, pour un total de 15 000 habitants. Trois crèches, une école primaire, un lycée, une maison de quartier comprenant un centre communautaire, un centre ecclésiastique, un établissement médical et un complexe commercial sont en cours de réalisation, tous construits selon des standards écologiques. Et, en prime, l'accès pour tous, à un moyen de transport, dans une limite de 500 mètres.

d'implication des partenaires privés constituent un handicap certain, déplore pour sa part Francis Chouat, Premier vice-président du Conseil général de l'Essonne. Le développement durable n'en demeure pas moins un choix économique, un équilibre entre progrès social et empreinte écologique ».

L'une des difficultés majeures pour les collectivités tient cependant au désengagement de l'État. « Des investissements coûteux sont nécessaires pour procéder au traitement des déchets, constate ainsi François Dagnaud, adjoint au maire de Paris. Or les moyens dont nous disposons pour financer ces investissements ne cessent de diminuer. » Pas vraiment rassurant à l'heure où les inégalités se creusent... « Les plus déshérités sont aussi les territoires les moins bien lotis en matière d'équipements, déplore l'élú. L'État doit assumer son rôle de stratège dans la mise en œuvre de projets innovants en mutualisant les pratiques ». Nicolas Sarkozy n'a malheureusement pas l'air d'avoir cette vision de l'État.

Bruno Tranchant



B. T.

PME, les pistes anti-crise

Sous l'égide de **Guillaume Bachelay**, secrétaire national en charge de la politique industrielle, des entreprises et des nouvelles technologies, le PS a consacré une rencontre aux PME et à l'innovation. Ou comment anticiper la sortie de crise.



Guillaume Bachelay, secrétaire national en charge de la politique industrielle, le 27 juin

Souvent cités, rarement écoutés, les « petits patrons » sont l'objet de toutes les attentions, ce 27 juin, rue de Solferino. Pas moins de 150 participants sont venus assister aux échanges consacrés aux PME, à l'artisanat et au commerce de proximité.

Histoire de mesurer les conséquences de la crise sur les salariés qui « ont le sentiment d'être en première ligne face aux délocalisations des grands groupes, résume Pierre-Alain Weill, chargé des PME et TPE au PS. Du coup, certains dirigeants se voient contraints de redimensionner leur entreprise pour ne pas avoir à mettre la clé sous la porte. »

Dialogue social

« Le dialogue social est le vecteur de l'entreprise », estime pour sa part Etienne Colin, spécialiste du droit du travail. Avant de pointer l'absence de

représentation syndicale dans les petites entreprises. « Au-delà d'un abaissement des seuils qui doit être discuté, la question de la mutualisation des moyens est une réponse pertinente pour doter les dirigeants d'interlocuteurs efficaces et donner aux salariés une voix dans l'élaboration des décisions qui les concernent. »

Chefs d'entreprises, experts et élus jugent « essentiel » de mettre l'innovation sociale au cœur du système. « Depuis 2004, la situation n'a cessé de se dégrader, déplore l'économiste Laurent Weill. Nos résultats sont médiocres au regard des performances allemandes. » Et avec la loi de modernisation de l'économie, ce sont les petits qui trinqueraient, renchérit Lyne Cohen-Solal, adjointe au maire de Paris, en charge du Commerce. « En favorisant les grandes surfaces, ce texte porte directement atteinte à la diversité et au lien social. »

Économie réelle

« PME, artisans et commerçants ont souvent été les laissés-pour-compte des politiques socialistes, dénonce Guillaume Bachelay, secrétaire national en charge de la politique industrielle, des entreprises et des nouvelles technologies. Les salariés sont aujourd'hui fragilisés et c'est pour nous un défi de les rassembler. À charge pour le Parti de reprendre la main sur l'économie réelle. » Et de s'investir véritablement sur le terrain social, en privilégiant les liens entre élus et employés. « Le seul plan de relance qui existe dans ce pays, ce sont les collectivités qui le portent, poursuit-il. Rien ne changera véritablement si nous ne mettons pas fin aux relations de maître à esclave entre donneurs d'ordre et PME. La protection ne pourra se faire que par la dépense publique. »

Bruno Tranchant

Cultures au cœur

La nouvelle équipe du secrétariat national à la Culture, **Sylvie Robert**, secrétaire nationale, **Karine Gloanec-Maurin**, secrétaire nationale adjointe, **Jacques Renard** et **Christophe Blandin-Estournet**, a engagé dès le début 2009 un travail collectif sur de nouvelles orientations (re)mettant la culture au cœur du projet socialiste. En voici les principales pistes.



Trois groupes thématiques composés de membres de la nouvelle commission nationale, d'artistes, de professionnels, d'élus et de responsables fédéraux chargés de la culture ont été constitués. Ils développent leurs réflexions et propositions autour de problématiques transversales, à l'image de la place de la culture dans la société, tout à la fois facteur d'émancipation individuelle et collective, porteuse de lien social, créatrice d'emplois et source de dynamisme économique des territoires.

- **Le groupe « Création et développement »** travaille sur le soutien à l'innovation artistique, les nouveaux modes de production, la création, les territoires et les populations, la dimension culturelle du développement. Ceci implique toutes les questions relatives à la liberté d'expression artistique, l'emploi, l'intermittence...

- **Le groupe « Culture et projet de civilisation »** a pour objet la transmission et la formation, l'évolution des pratiques culturelles et les mutations de la société. Il traite de l'éducation artistique, de l'enseignement spécialisé, de l'éducation populaire et du débat sur la démocratisation culturelle aujourd'hui : les rapports publics/artistes, la place faite à la gratuité...

- **Le groupe « Mondialisation et diversité culturelle »** s'intéresse à la culture dans la révolution numérique, aux industries culturelles, à la transition vers de nouveaux modèles économiques, aux questions culturelles européennes et internationales et à la « géopolitique » de la culture. Il suit également les questions relatives à l'État, son partenariat avec les collectivités territoriales, la réforme induite par la RGPP (révision générale des politiques publiques), le budget de la culture et les dépenses publiques culturelles.

Ces groupes, co-animés par les membres du secrétariat national à la culture ont commencé leurs travaux au printemps 2009. L'objectif est d'élaborer un ensemble de propositions préalables à un grand chantier préfigurant la place de la culture dans le projet socialiste, comme l'a annoncé la Première secrétaire. Par ailleurs, l'actualité autour de la loi « création et Internet » a réuni le secrétariat national Culture et Médias et le Laboratoire des idées, autour d'un groupe ad hoc, à même de concrétiser les propositions socialistes pour l'après-Hadopi.

La rencontre d'Avignon qui couvre l'ensemble de ces préoccupations à travers ses deux tables rondes du 18 juillet, sera l'occasion d'une première mise en commun des pistes de réflexions ouvertes par les groupes. Le secrétariat national sera également présent à l'Université d'été à La Rochelle, dans le cadre de l'atelier « Quelle (r)évolution culturelle ? ».

Avignon : l'élitisme pour tous



Emmanuelle Loyer enseigne l'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Paris. Antoine de Baecque est lui aussi historien. Il a dirigé pendant six ans le service culture de *Libération*. Ces deux auteurs d'une *Histoire du Festival* ⁽¹⁾ se livrent, pour *L'Hebdo*, à une analyse des rapports entre la gauche, les artistes et le Festival d'Avignon.

Le Festival d'Avignon a une aura particulière. Sur quoi repose cette spécificité ?

Emmanuelle Loyer : La ville est un forum à ciel ouvert et toutes les éditions ont possédé cette vertu : faire parler, ouvrir la parole. La Cité des papes a cette capacité inestimable : on s'y assemble pour mieux s'y déchirer. Dès 1948, on cria au scandale : Jean Vilar y montait le *Danton* de Buchner - pièce d'un Allemand, alors que la ville se relevait à peine d'une Occupation très rude -, texte révolutionnaire joué dans une Cour d'honneur où la Terreur avait fait mettre à mort soixante suspects en 1793. Mais c'est précisément dans cette polémique que le Festival se forgea une identité populaire.



Les grandes secousses qui ont agité le Festival ont-elles changé les rapports entre artistes et politiques ?

Antoine de Baecque : Ce qui semble primordial, c'est qu'il est devenu le principal laboratoire de la politique culturelle française.

C'est à Avignon que furent débattus les « champs du possible », à commencer par l'opposition entre une politique

tournée vers le soutien à la création et aux créateurs et les principes de l'animation culturelle, où ce qui importe est moins ce qui est joué que ceux qui le voient, avec les répercussions que ce militantisme peut avoir sur l'émancipation sociale. Dans ce laboratoire, il est évident qu'artistes et politiques ont des choses à se dire. Longtemps, ils ont dialogué ici, plus qu'ailleurs.

La Libération, l'ambition culturelle de Jack Lang, l'esprit de 68 comme celui de 81, la crise des intermittents en 2003, ont-ils trouvé un écho à Avignon ?

E. L. : Le Festival a eu une influence majeure dans l'histoire des formes théâtrales. Mais plus encore, il est vite devenu un point névralgique où s'est parfois opérée la rencontre de la création et de l'actualité politique, de la culture et des débats d'opinion, du spectacle vivant et de ses résonances historiques. Alors, oui, l'ambition de la Libération - relever l'homme au sortir de la guerre - est au fondement de la création du Festival par Jean Vilar, en 1947. L'esprit de 68 a soufflé sur Avignon, parfois même fortement, mais il s'en est trouvé transformé, et Vilar, contrairement à la légende, n'en est pas mort.

En 1981, François Mitterrand se rend au Festival pour son premier déplacement officiel en province, deux mois après la victoire de la gauche. Et c'est là, symboliquement, que Jack Lang annonce la principale ambition de sa politique culturelle : atteindre 1 % du budget de l'État. Enfin, en 2003, la crise des intermittents a peut-être eu raison d'une édition du Festival, mais elle a surtout rappelé sa vocation : être la caisse de résonance des problèmes de la société française. En ce sens, cette édition s'est apparentée à une fracture ouverte, mais

refondatrice. Le raisonnement vaut pour 2005, édition controversée s'il en fut. On note surtout le culot d'une programmation qui a osé affirmer ses choix et la parole libérée de nombreux spectateurs. C'est ainsi que le Festival peut rester « un fils révolté de Jean Vilar ».

L'influence grandissante des élus socialistes dans le paysage culturel local a-t-elle eu des répercussions sur la vie du Festival ?

A. B. : Le maire fut longtemps le socialiste Henri Duffaut (1958-1983) qui soutint Vilar dans les moments difficiles. Mais, en 1992, c'est un autre élu socialiste, Guy Ravier, qui eut la peau d'Alain Crombecque, directeur charismatique du festival...

Le problème tient plutôt à la relative faiblesse du poids des édiles socialistes ces dernières années. C'est donc une ironie de l'histoire qui voit le plus grand Festival de « la culture de gauche » être abrité par une ville désormais ancrée à droite. Cela ne doit pas empêcher les socialistes d'investir le festival, ou plutôt de le réinvestir : il y a, plus que jamais, une politique culturelle à réinventer. Et c'est sans doute à Avignon, plus qu'ailleurs, qu'elle pourra l'être...

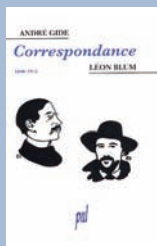
Bruno Tranchant

⁽¹⁾ Emmanuelle Loyer et Antoine de Baecque, *Histoire du Festival d'Avignon*, Gallimard, 2007, 608 pages, 39 euros.

L'histoire débute en septembre 1947, à l'initiative de Jean Vilar. Profitant de la Semaine d'art dramatique, le célèbre metteur en scène est invité à présenter quelques-unes de ses œuvres. Les représentations s'enchaînent. À la Cour d'honneur, *Richard II*. Au Théâtre municipal, *la Terrasse de Midi*, de Maurice Clavel. Au Verger Urbain V, *l'Histoire de Tobie et Sara*, de Paul Claudel. Très vite, le Festival devient le fer de lance du nouveau théâtre en France. Vilar entend ainsi toucher un public jeune et renouvelé, incarné, en 1951, par Gérard Philipe qui reprend le rôle de Rodrigue dans *le Cid*.

En 1967, Avignon s'ouvre à la danse et au cinéma. Après la disparition de Vilar, en 1971, Paul Puaux devient administrateur permanent du Festival, jusqu'en 1979. Bernard Faivre d'Arcier prend ensuite les rênes, de 1980 à 1984, et de 1993 à 2000, modernisant et professionnalisant les pratiques, avant qu'Alain Crombecque ne reprenne le témoin. Coup de semonce en 2003, avec la crise des intermittents qui aboutit à l'annulation du Festival. Depuis lors, Vincent Baudriller et Hortense Archambault en assurent la direction en tandem, épaulés, chaque année, par un artiste pour élaborer la programmation.

LIVRES



Entre Blum et Gide, une longue amitié

Ils étaient amis de lycée. Certains ont relevé des signes d'antisémitisme chez Gide. Pour éclaircir cela, on est curieux de lire les échanges de l'écrivain avec Léon Blum. Et aussi par intérêt pour ces deux êtres d'exception. S'il n'y avait que les 71 lettres, on serait ravi et un peu déçu. Gide se montre plus discret que lorsqu'il

écrit à Henri Ghéon, et certaines lettres ont disparu. Mais un excellent spécialiste comble pour nous les blancs grâce aux *Journaux de Gide* et à ses autres correspondances. On suit leur cheminement. Blum est admiratif, en demande face à Gide. Prenant de l'assurance, s'intéressant à la société, il se détache du milieu littéraire, de Barrès, qui s'était pris d'amitié pour lui et s'est « droitisé » avec l'affaire Dreyfus. Quant à Gide, on voit combien en 1936 il a approuvé l'attachement de son ami à la démocratie. On a envie de relire *Retour de l'URSS* et autres *Souvenirs et voyages* (Pléiade). Et de (re)lire Blum.

J. G.

André Gide, Léon Blum, *Correspondance (1890-1951)*, Presses universitaires de Lyon, édition Pierre Lachasse, 216 pages, 18 euros

Un pavé dans le marasme



Dans cet ouvrage, Liêm Hoang Ngoc, économiste et désormais eurodéputé socialiste, propose une analyse post-keynésienne du marasme économique et financier dans lequel la planète est plongée. Pour étayer son propos, l'auteur utilise des données rassemblées dans la thèse de Célia Firmin, soutenue en 2008, ainsi que les travaux d'éminents économistes pour se livrer à une critique en règle de la

répartition des richesses propres au capitalisme financier. Liêm Hoang Ngoc démontre que la stagnation des revenus des classes moyennes et populaires est un phénomène réel, occulté par les tenants de la pensée officielle. Avant de se pencher sur l'impact macroéconomique de la crise du pouvoir d'achat.

B.T.

Liêm Hoang Ngoc, avec la collaboration de Célia Firmin, *Sous la crise, la répartition des revenus*, La Dispute, 139 pages, 12 euros

FILM

La vie rêvée de Sherry

Turné en 2006 et sortant seulement maintenant en salles, *Sherry Baby* aborde le thème de la réinsertion d'une ex-toxicomane. Tout juste sortie de prison après avoir écopé de trois ans pour vol, Sherry est une jeune femme de 23 ans, sulfureuse et à vif. Elle souhaite retrouver une vie rangée et enfin récupérer sa fille. Mais dans une Amérique ordinaire, cette libération tellement attendue ne se révèle pas si facile. L'entreprise de Sherry, sans rencontrer de brusques obstacles, se voit brisée par les multiples violences symboliques et le mal-être que subit ce personnage pourtant combatif. Peu à peu, des réunions d'anciens junkies et alcooliques aux relations de famille tourmentées, elle perd pied. Ce sujet difficile par sa prédisposition à se transformer en mélodrame, est cependant traité avec réalisme et prosaïsme. Loin de la caricature, cette approche reste sobre et juste.

J.P.

Sherry Baby, un film de Laurie Collyer, avec Maggie Gyllenhaal, 1h36. Date de sortie : 24 juin.



EXPOSITIONS



Éloge des tours à venir

Hormis la tour Eiffel, les tours édifiées à Paris sont souvent critiquées. Celles que l'on y construira nécessairement dans un avenir proche susciteront quelques a priori hostiles. L'Arsenal présente une exposition intelligente sur ce magnifique objet de

controverses. Il faut la voir pour se faire une opinion et lire le catalogue, hélas assez cher, mais didactique et passionnant.

Cette exposition met en valeur les meilleures réalisations destinées à l'habitation, au bureau, ou mixtes, en groupes ou isolées. Elle montre que ce type de réalisation est d'une part la meilleure solution pour densifier certains points d'un territoire, d'autre part qu'elle peut être porteuse d'innovations. La tour en renouveau peut être belle, sa diversité n'est pas moins grande que celle des immeubles de cinq étages ou des maisons individuelles qui ont, eux aussi, varié suivant les époques, les pays, selon les architectes.

J. G.

« *L'invention de la tour européenne* », Pavillon de l'Arsenal, 21, bd Morland, tous les jours sauf lundi, de 10h30 à 18h30, dim., de 11 heures à 19 heures, jusqu'au 4 octobre 2009, entrée libre. Catalogue, 450 p., 49 euros

Palestine la création dans tous ses états

exposition
d'art
contemporain
du 23 juin
au 22 novembre
2009



Expressions palestiniennes

Toutes les époques, notamment les moins heureuses et les plus sanglantes, ont vu des artistes interroger les maux de peuples, les conflits et les haines qui les traversent. La Palestine du XXI^e siècle n'échappe pas à la règle. Le conflit avec Israël, le combat pour exister, la reconnaissance d'une population sont autant de thèmes qui traversent les créations d'artistes palestiniens, présentées dans l'exposition de l'Institut du monde arabe « Palestine : la création dans tous ses états ». Mais au-delà des revendications, on découvre ou redécouvre des compositions contemporaines exceptionnelles. Passant du traditionnel support pictural avec Hani Zurob par exemple, aux œuvres audiovisuelles de Sandi Hilal ou Larissa Sansour. L'art contemporain palestinien a de quoi surprendre.

F. C.

Palestine : la création dans tous ses états, exposition d'art contemporain, Institut du monde arabe, du 23 juin au 22 novembre, tarif plein : 7 euros



Sur le pont

■ 36 Une histoire de calendrier agaçante. Cette année, le festival d'Avignon débute le 7 juillet, et les corrections du bac s'arrêtent le 9. Pour une passionnée de théâtre, c'est problématique. « Cela va me demander de gros efforts d'organisation, explique Anne Gagniard. Dans ma tête je serai encore professeur jusqu'au 9, mais dès le 10, je sillonnerai les rues d'Avignon pour assister aux spectacles. » Heureusement, il n'y a pas de rattrapage au bac Français.

Anne Gagniard brûle les planches avignonnaises depuis 26 ans, depuis qu'elle a obtenu sa mutation pour le grand Avignon. Un nouveau départ en forme de renaissance pour cette femme qui a débuté sa carrière de professeur de lettres classiques en banlieue parisienne. « La culture a déterminé beaucoup de choses dans ma vie. Et pour moi, Avignon était la ville de la culture par excellence. » Nommée à Orange, à une trentaine de kilomètres de ce lieu rêvé, elle s'est rapprochée de son aimant culturel. Un sympathique lot de consolation.

Enseignante et investie dans la culture, la conscience de gauche semble inscrite dans l'ADN d'Anne. Pendant une vingtaine d'années, elle fait entendre ses convictions dans le milieu associatif. En présidant le Ciné Club de Carpentras, elle ancre directement son militan-



“ Les engagements culturels ont pleinement leur place même en période de crise ”

tisme dans le domaine culturel et éducatif. Secrétaire de l'association Croq'Nature, spécialisée dans le tourisme équitable et solidaire, elle soutient les projets de développement d'écoles

chez les Touaregs. « J'ai vu alors les limites de ce type d'action. Je ne pouvais pas aller au bout de ce que je souhaitais faire. J'avais besoin de mûrir ailleurs, je me sentais un peu à l'étroit. » Les élections présidentielles de 2002 seront le déclic. « Je voulais clarifier mes

propres positions au moment où la société n'évoluait pas comme je le voulais. » Active durant la campagne de 2007, elle se fait repérer par les camarades de son village de Caumont-sur-Durance qui lui demandent de s'inscrire sur la liste PS pour les municipales. « En cas de victoire, j'avais demandé à ce que la culture prenne une place plus importante dans la commune. » Sa liste ne l'emporte pas, mais ses propositions sont entendues. Elle est aujourd'hui déléguée fédérale à la culture du Vaucluse et porte notamment le message d'un autre rapport entre culture et politique « Il est choquant de penser que la culture est élitiste, conclut-elle. La société ne peut que mieux se porter avec des engagements culturels. Ils ont pleinement leur place même en période de crise ».

Ariane Vincent